

Nous affirmons qu'une société qui ...

- n'est pas en mesure de répondre aux besoins de toute la population alors que les moyens économiques, scientifiques et techniques permettraient de satisfaire les besoins essentiels des habitants de la planète;
- développe le chômage et démantèle les bases de la sécurité sociale alors qu'elle produit toujours plus;
- marginalise ou paupérise une partie importante de la population, accroît les inégalités alors qu'une infime minorité accumule des richesses colossales (même des salarié-e-s se retrouvant en dessous du minimum vital);
- prône la démocratie, mais cultive un sentiment d'impuissance pour la majorité;
- permet le développement de tendances racistes et xénophobes;
- proclame l'égalité des droits, mais résiste à chaque amélioration des conditions de vie et de travail des femmes.
- bafoue les droits démocratiques et sociaux des immigré-e-s et restreint leur participation dans la société;
- détruit les équilibres naturels, l'environnement, notre cadre de vie et celui des générations futures;
- entretient en permanence la guerre et le militarisme;
- condamne la majorité de la population de la planète à la faim et à la misère;

...n'est pas, comme on le prétend, dans

l'«ordre naturel des choses».

Il n'est pas nécessaire d'avoir un modèle tout fait de remplacement pour se convaincre qu'il faut changer les rapports sociaux qui provoquent des situations aussi inacceptables. Nous refusons la logique de cette société qui, alors qu'elle produit sans cesse davantage, condamne la majorité à des conditions d'existence et de travail toujours plus difficiles et fait peser sur les plus faibles les baisses de salaire et le chômage.

Les lois de la libre entreprise ne sont pas des «lois de la nature». C'est une question de choix politique, de rapport de force, de priorité donnée à des valeurs différentes et de capacité à construire un projet d'émancipation sociale.

Un «réalisme» aveugle

Même les plus fervents partisans du libéralisme savent la somme d'injustices et de gaspillages qu'il engendre. La gauche sociale-démocrate, qui les critique sur le papier, ne propose que l'habillement plus ou moins social du néolibéralisme. De droite à une pseudo-gauche, tous se cachent derrière le réalisme économique: à les entendre, même si tout n'est pas parfait, il n'y aurait pas de meilleur système possible en dehors du carcan des lois du marché, intouchables, immuables, naturelles.

Ce «réalisme» est aveugle: les lois du marché vont conduire à une faillite sociale et écologique programmée. Si on ne

change pas cette société, en accordant la priorité à des critères de production écologiques et sociaux et à une participation directe des travailleurs et des habitants et à un partage conscient des richesses, le libéralisme ne peut mener qu'à une catastrophe sociale, humaine et écologique.

C'est sur la base de ce constat que solidaritéS s'est créé. Notre choix est de remettre à l'ordre du jour la nécessité de changements profonds - car ils sont possibles - pour endiguer ce «réalisme» destructeur.

La politique, autrement

Nous n'avons **ni modèle tout fait, ni réponse à tout**. Mais les valeurs qui nous

guident et l'objectif de satisfaire les besoins de la majorité de la population nous engagent à proposer au moins des **pistes de réflexion**, des **options différentes** et des **objectifs d'action concrets**.

En premier lieu, une autre manière de faire de la politique. Aucun changement positif ne se produira sans l'**action collective** de celles et ceux qui subissent, jour après jour, les décisions des employeurs ou des magistrats. Il ne s'agit pas



de remplacer des «mauvais politiciens» par des «bons», qui prétendent mieux savoir où est le bonheur collectif.

Nous voulons bien plutôt créer les conditions pour que chacune et chacun puisse **devenir un sujet actif** dans la société. Une telle transformation ne se décrète pas, elle n'est pas une affaire d'institutions, mais elle se conquiert pas à pas dès aujourd'hui... Elle commence là où l'**auto-organisation** collective - même de quelques uns mais répondant aux besoins du plus grand nombre - se dresse contre le fatalisme ambiant.

Résister et se défendre, maintenant, ensemble, quoiqu'en disent les patrons ou l'Etat, est la seule garantie d'inverser le cours des choses.

Les **femmes** doivent pouvoir jouer un rôle important et croissant dans cette perspective. Ce n'est pas seulement une question d'égalité. L'apport des femmes à la pratique des luttes aujourd'hui et à la société de demain peut modifier les mentalités patriarcales, et les rapports entre hommes et femmes dans tous les aspects de la vie sociale.

Dans le cadre de la priorité donnée à l'action de chacune et de chacun, nous sommes conscients des problèmes soulevés par la **délégation** et l'**activité parlementaire**. Dans ce sens, nous ne concevons d'activité parlementaire que si elle est liée étroitement, aussi bien en termes de

priorités que de contenus, aux exigences des **luttons concrètes sur le terrain** et dans le cadre du contrôle nécessaire de nos élu-e-s, non seulement par notre mouvement lui-même, mais par l'ensemble des mouvements auxquels ils doivent s'attacher à donner la parole dans le cadre de leur activité.

Halte au chômage pour les uns, au surtravail pour les autres!

Le chômage, que la Suisse a pu longtemps exporter, est devenu une réalité quotidienne. Il déstructure la société et engendre la misère ou l'exclusion: les plus vulnérables les jeunes, les femmes, les immigré-e-s, les personnes âgées sont les plus durement touchés. Il impose un «partage du travail» dont le coût social est incalculable: le **chômage** pour les uns, le **surtravail** pour les autres, mais surtout **aucun partage des revenus du capital**. De plus, les patrons utilisent le chômage pour **diminuer les salaires** et faire accepter **des conditions de travail toujours plus dures** pour les salarié-e-s. On culpabilise les chômeur-euse-s et on les force à accepter n'importe quoi en réduisant les allocations à la portion congrue. C'est inacceptable!

Des priorités différentes sont possibles:

- Le premier objectif d'une politique économique différente est de garantir la **satisfaction des besoins sociaux**, des besoins de chacune et chacun, et dans ce cadre, de répartir le travail et le temps libre entre tous les membres de la société.

La lutte pour le droit au travail est très importante. Aussi sommes-nous en faveur de la **réduction massive du temps de travail pour permettre de diminuer effectivement le chômage**. Nous devons nous battre pour assurer à chacune et à chacun un revenu qui couvre tous les besoins socialement reconnus et pour favoriser notamment la réinsertion des chômeurs et des chômeuses ainsi que l'insertion des jeunes à la recherche d'un premier emploi.

- Maintenir et prolonger les **indemnités chômage**, tout mettre en oeuvre pour assurer la **réinsertion professionnelle** des chômeur-euse-s, est le minimum que l'Etat doit assurer à celles et ceux que l'économie libérale jette sur le pavé. Toute pression administrative ou financière envers les chômeur-euse-s est intolérable. L'Etat doit au contraire accroître l'emploi temporaire des chômeurs, développer la formation et le recyclage, et **pénaliser fiscalement les entreprises qui licencient malgré des bénéfiques records**.

- Dans les années trente, l'Etat a lancé des grands travaux pour les chômeurs. Les grands travaux de notre époque sont le réaménagement urbain, le développement et la mise en œuvre de technologies écologiques la réorganisation d'un tissu social solidaire et des échanges équitables avec le tiers monde. Dans tous les domaines, les pouvoirs publics peuvent **développer des activités utiles socialement et créer des emplois pour les chômeur-euse-s**.

L'intensité et la durée du travail restent élevés, ou même augmentent, tandis que le chômage exclut des milliers de gens. Or les gains de productivité se sont démultipliés en une génération. Depuis le début de cette crise, ces gains de productivité sont totalement appropriés par le Capital au détriment des travailleurs. Même en tenant compte des gaspillages, **les ressources existent pour diminuer massivement et rapidement le temps de travail**. La semaine de 35 heures n'est pas une utopie pour demain mais **une urgence pour aujourd'hui**. La productivité actuelle du travail permet même une diminution encore plus massive, vers la semaine de 30 heures qui est la seule réponse au développement du chômage.



C'est une nécessité pour toutes et tous. Les cadences de travail se reportent en fatigue et nervosité sur le «temps libre». Les **horaires élevés** permettent de multiplier des **emplois précaires** à mi-temps (qui sont les premiers touchés par la crise), les horaires de nuit et le travail du week-end. Toute la «réforme» de la loi sur le travail défendue par la droite patronale va dans le sens d'accroître encore cette pression.

Or le carcan du temps de travail entrave le partage réel des tâches et contribue à l'oppression des femmes dans les tâches domestiques.

Enfin, c'est tout notre temps qui en pâtit. Combien de marchands de loisirs en profitent, offrant des distractions en prêt-à-porter qui entretiennent une consommation passive? Nous voulons le temps de vivre autrement, d'**organiser ensemble un autre cadre de vie**, de

recréer une vie sociale sur les lieux de travail et dans les quartiers. Un des éléments qui permet une démocratie réelle c'est d'accorder aux citoyennes et aux citoyens le temps d'y participer, et d'y agir.

Vers de nouvelles relations entre hommes et femmes

L'oppression des femmes n'est pas récente, le caractère **patriarcal** de la société, et les avantages que les hommes peuvent en tirer, plongent leurs racines bien au-delà des formes sociales actuelles de celle-ci. **Le rapport inégal homme-femmes traverse aujourd'hui tous les champs du social**, tous les moments de la vie d'une femme ou d'un homme.

La lutte pour en finir avec le caractère patriarcal et oppressif de la société pour les femmes est un objectif important auquel nous devons nous attacher...

Il y a le travail qu'on paie et celui qu'on ne paie pas. La société actuelle met le premier en avant. Tout travail qui n'est pas directement générateur de profits est dévalorisé, voire ignoré. En effet, le travail effectué dans le secteur «non monétaire», notamment domestique au sens large, incluant des pans importants de l'éducation et des soins donnés à des tiers, est **principalement fourni par les femmes**. Or, ce travail n'est presque jamais pris en compte dans les théories, analyses et programmes économiques usuels... Et ce choix politique, malgré les progrès de l'égalité formelle, entretient l'**oppression des femmes**.

Pour la majorité d'entre elles après le travail payé vient un **deuxième labeur quotidien**: tâches domestiques, temps de déplacement, présence pour les enfants, soins médicaux, etc. La liste est longue de tout ce qu'il faut faire pour entretenir la vie et assurer la reproduction sociale. Et on le sait: ces tâches prennent autant de temps que l'horaire de travail et reposent toujours, pour l'essentiel, sur les femmes.

L'égalité juridique ne supprime pas cette inégalité des sexes. L'**égalité réelle** impose de modifier cet héritage patriarcal. Opprimant pour les femmes, il mutilé aussi toutes les relations humaines en confinant femmes et hommes dans des **rôles prédéfinis**. Le partage des tâches, hors du travail rémunéré, est une nécessité et un droit pour les femmes et pour les hommes.

Aujourd'hui, face à la crise, la situation spécifique des femmes dans la société en fait **doublement** des victimes des initiatives que prennent la droite et le patronat. En effet, les femmes sont souvent les premières pénalisées par ces attaques: tant comme salariées (augmentation de l'âge de la retraite, introduction du travail de nuit dans l'industrie, licenciements «préférentiels», maintien des inégalités salariales...) qu'à la

Plateforme de *solidaritéS*

suite des mesures de démontage des prestations sociales auxquelles elles sont soignées «naturellement» appelées à compléter (parascolaire, petite enfance, soins hospitaliers, etc..)

Une société réellement égalitaire reste à conquérir. Elle implique de favoriser la formation professionnelle des femmes, l'égalité des salaires et des statuts professionnels, mais aussi de combattre les mentalités patriarcales et les **violences faites aux femmes**: droit à l'avortement, à la contraception, pouvoir des femmes sur leur propre corps, lutte contre la violence conjugale, contre l'inceste, le viol, la pornographie, le harcèlement sexuel, ainsi que la valorisation du travail domestique et la lutte pour la répartition du travail (et du pouvoir de décision!) au sein de la famille... sont toujours à l'ordre du jour.

Avec la nouvelle idéologie du «*tout au marché*» et les effets dévastateurs de la **mondialisation**, on assiste à un renouveau de la dégradation de l'image de la femme, utilisée comme objet (media, industrie du sexe, prostitution étroitement liée d'ailleurs à la promotion de la violence), solidaritéS entend lutter contre toutes les formes de violence faites aux femmes (et aux enfants, aussi, évidemment), pour leur pleine maîtrise de leur propre corps

Une transformation des **mentalités et des pratiques des hommes** est indispensable sur toutes ces questions. Celle-ci ne saurait avoir lieu sans qu'on donne toute sa place et qu'on favorise **la lutte des femmes elles-mêmes** pour conquérir leur espace et leur temps dans la société.

Bien des organisations syndicales ou progressistes (dont solidaritéS fait partie) ont encore des carences importantes sur ce plan.

En conséquence, s'il serait présomptueux pour notre mouvement de se proclamer simplement «*féministe*», nous déclarons du moins que la construction de notre mouvement vise explicitement et clairement cet objectif, qui a rang parmi nos priorités fondamentales.

L'Etat au service de qui ?

Patrons et politiciens libéraux n'ont cure de voir raboter et **réduire à la portion congrue toute prestation sociale de l'Etat**. Seuls les gros contrats publics qui activent leurs affaires les intéressent.

La droite dit «*moins d'Etat*» et la gauche dit plus d'«*Etat social*». Les premiers veulent en fait plus d'Etat, mais taillé à leur démesure: un minimum de prestations sociales, un maximum de gros contrats pour leurs bénéficiaires et l'armée. Ils critiquent le budget de l'Etat et s'en pren-

nent à ses ressources financières pour imposer une politique d'austérité à toute la société. Cédant à ces pressions, la gauche officielle se limite à vouloir «*rééquilibrer*», timidement, cette injustice.

Il faut se battre pour **une autre perspective: un Etat social avec la participation du personnel et des usagers est possible**. Plusieurs axes permettent de préciser celle-ci:

- Aucune prestation publique en matière de formation, de santé, d'aide au chômeur-euse-s, aux personnes défavorisées et au logement, d'aménagement écologique et urbain ne doit être rognée. Au contraire les besoins actuels dans ces domaines sociaux vont croissants et **il faut développer ces prestations**.



Les économies peuvent se faire sur le budget militaire, certains contrats publics contestables et des frais administratifs dont la démesure est souvent le fait de la lourdeur des structures hiérarchiques.

- Le **personnel** de l'Etat et les **usagers** des services doivent être **associés** à ces choix. Souvent, les prestations sociales de l'Etat, conçues et administrées sans leurs usagers directs, suscitent autant de difficultés qu'elles en résolvent. Coupé de la population, l'Etat «*social*» est souvent une tutelle maladroite et bureaucratique.
- Le statut du personnel public doit être réglé dans un esprit de **concertation** entre partenaires sociaux, qui respecte la **liberté d'action syndicale**, interdise la déréglementation des salaires et maintienne le pouvoir d'achat. L'Etat doit assurer ces conditions **pour qu'elles s'imposent aussi dans le secteur privé**.
- **On n'a pas fait le plein des ressources fiscales**: l'impôt sur les grosses fortunes reste faible en comparaison des coûts sociaux de la crise (et même de ce qui se pratique ailleurs). En outre, un déficit public contrôlable est non seulement possible, mais justifié en période de crise, pour assurer des prestations aux plus défavorisés.

- Les collectivités publiques peuvent développer des **initiatives nouvelles** couvrant leurs coûts de production dans les domaines du logement, des communications, entre autres. Il faut envisager un secteur public dynamique au lieu de privatiser chacune de ses activités rentables pour ne lui laisser que les pertes. (Comme l'illustre le projet de mainmise des capitaux privés sur les Télécom.)

Pour une nouvelle citoyenneté

Le nationalisme est plus choquant que partout ailleurs - dans un pays et une ville qui vivent, si ouvertement, de leurs relations internationales. La citoyenneté n'est plus une question de passeport, mais de résidence: **Suisses et étrangers établis à Genève doivent jouir des mêmes droits politiques**. Les restrictions mises à l'éligibilité (y compris des fonctionnaires) doivent être abolies. Une «*nouvelle citoyenneté*» regroupant toutes celles et ceux qui font cette ville et sa région, incluant une collaboration avec la région frontalière, reste un objectif, fondamental.

Mais la démocratie ne se limite pas aux seuls droits politiques. Sans **droits syndicaux** et sans **démocratie sur le lieu de travail**, une société n'est pas démocratique. La lutte contre la hiérarchie et pour la responsabilisation du personnel des services publics est plus que jamais nécessaire.

Des choix écologiques et sociaux

Une nouvelle citoyenneté implique enfin que la vie associative des quartiers devienne le lieu d'une **participation directe** des habitantes et des habitants à l'organisation de leur cadre de vie: **logement, aménagement urbain, transports publics, entraide sociale**, etc. Dans ce domaine bien des choix politiques et sociaux sont possibles.

Pour un canton très urbanisé comme Genève, l'une des priorités en matière écologique est le réaménagement urbain. Il implique non seulement un **contrôle des nuisances et du trafic**, mais aussi d'inverser les priorités en matière de logement. Les pouvoirs publics doivent acheter des immeubles, **accroître l'offre de logements bon marché**, réinstaller des logements dans les zones commerciales et accorder aux coopératives de locataires (ou de squatters) une large autonomie dans l'entretien des immeubles.

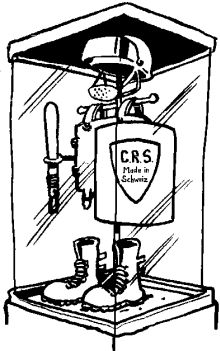
Genève est un canton antinucléaire. Mais malgré le mandat constitutionnel, les autorités ne se dotent pas des moyens d'utiliser plus rationnellement l'énergie et de **sortir définitivement du nucléaire**. A l'issue du moratoire nucléaire, d'autres

priorités devraient déjà être mises en route pour n'avoir plus besoin de cette énergie dangereuse: développement des énergies renouvelables, consommation plus rationnelle. Un plan, publiquement débattu, fondé sur des alternatives concrètes, doit enfin réaliser la décision populaire.

Non au militarisme Pour la solidarité internationale

Après la fin de la «*guerre froide*», la Guerre du Golfe a confirmé l'hégémonie des USA en matière d'armement.

Les dangers de guerre restent une **menace réelle et permanente** pour l'humanité, otage des puissances nucléaires. Le droit international reste celui du plus fort: selon qu'ils sont «*puissants ou misérables*» les peuples n'ont pas les mêmes droits.



De par le monde, les forces armées sont le plus souvent un danger pour la démocratie. En Suisse, la lutte pour l'**abolition de l'armée** reste actuelle, notamment face au risque de «*professionnalisation*» de celle-ci et à son «*recadrage*»

vers l'**ennemi intérieur**, et face aux visées d'intégration de l'*Armée 95* à l'OTAN. Il est par ailleurs inacceptable que des ressources de la collectivité (à hauteur de 35 millions par jours en Suisse) soient **détournées** au profit de l'armée alors que les besoins sociaux non couverts sont de plus en plus criants.

La pauvreté, voire l'extrême misère, dans laquelle vivent des milliards d'habitants de cette planète, est un facteur permanent de guerres en tous genres. **L'humanité doit consacrer ses ressources à la lutte contre la faim, la maladie, le mal-développement et l'injustice, pour pouvoir désamorcer les conflits meurtriers qui menacent.**

Les conflits ne sont pas, de loin, que militaires. Aucune solution durable des problèmes économiques ne peut être envisagée localement quand les multinationales dominent l'économie mondiale et définissent les règles de la production et des échanges. La solidarité internationale exige de réorganiser les échanges pour que tous les producteurs puissent vivre décemment de leur travail.

Un pays comme la Suisse, dont la place financière s'alimente des opérations spéculatives, du commerce d'armes et de drogue du monde entier, ne peut pas cultiver son quant à soi au mépris de la

misère qui frappe la majorité de la planète. Citoyennes et citoyens de ce monde, nous exigeons que toutes les **victimes de l'oppression** puissent trouver **asile** en Suisse.

S'organiser pour un maximum de démocratie

Pour donner une assise concrète à nos perspectives politiques et pour contribuer à peser sur le rapport de forces social, nous devons nous doter d'une structure organisée. Nous avons peu d'idées préconçues - communes - en la matière, si ce n'est le **refus de la politique «spectacle»** privilégiée par les médias.

L'organisation politique, c'est-à-dire la manière de coordonner les initiatives politiques et les luttes que nous cherchons à impulser et que nous soutenons, est une notion **dynamique**. Elle doit **s'adapter** aux exigences du moment, de la conjoncture politique et sociale, et recueillir en même temps des objectifs à **long terme**.

C'est pourquoi nous restons attachés au terme de «*mouvement*» et à la pratique du changement que celui-ci suppose. A cette notion de *mouvement* nous associons celle d'ouverture. Nous ne prétendons pas nous ériger en «*avant-garde*», même si à bien des égards nous nous efforçons de voir plus loin que ce que la classe dominante voudrait nous laisser regarder. Les alliances, les dispositions tactiques, y compris électorales, de même que la vie interne du mouvement, traduisent cette vérité élémentaire: tous seuls (toutes seules) nous n'avons aucune chance d'aboutir. Mais notre pragmatisme n'est pas synonyme d'opportunisme et notre attachement au pluralisme est bien plus qu'un gadget électoral.

Voici **quelques principes** en matière d'organisation qui traduisent notre pratique actuelle:

1. le **statut de membre** s'acquiert en souscrivant à cette plateforme, à nos statuts, et en acquittant régulièrement les cotisations fixées;
2. la **démocratie et le pluralisme** sont les seules valeurs incontournables, au même titre que notre option **anticapitaliste**: à ce titre l'**assemblée générale** constitue l'organe suprême de notre mouvement et il élit une **coordination** qui veille à l'application des décisions de celles-ci.
3. En fonction des **besoins réels et changeants de notre lutte**, la coordination aide à la mise en place de commissions, d'ateliers ou de groupes de travail sur différents thèmes. Les militant-e-s investis dans différents secteurs tels que syndicats, associations, comités, etc. s'engagent, dans la mesure du possible, dans ces structures. Celles-ci doivent viser à être non seulement un lieu privi-

légié pour la **réflexion**, l'élaboration et les **échanges** d'expériences, mais aussi des lieux qui prennent en charge le cas échéant, tel ou telle **initiative politique concrète** de notre mouvement.

4. Le travail **parlementaire** (à quelque niveau que ce soit) présente des particularités dont il convient de tenir compte, en particulier un haut degré de «*visibilité*» publique. Il n'est pour autant et à aucun moment un but en soi, mais représente un **outil** pour notre mouvement, que celui-ci a choisi en assemblée générale (et plus largement un outil pour les mouvements sociaux dont nous sommes protagonistes).

Dans ce sens les positions publiques de nos parlementaires (comme de tous les autres porte-parole de solidaritéS d'ailleurs) doivent être, sur les questions essentielles, l'expression des orientations générales et particulières du mouvement définies par nos assemblées générales



5. En matière organisationnelle, le mouvement doit chercher à réaliser, ou à préserver, l'**articulation** entre les différentes activités: institutionnelle, extra-parlementaire, syndicale, de masse, etc. dans le sens de la **primauté du terrain social**.

Cette plateforme, et après ?

Telles sont nos options ou nos pistes de réflexion. Encore une fois, **il ne s'agit pas d'un modèle «tout fait»**. C'est un projet: celui de reconstituer, après les débâcles de la gauche et les cyniques triomphes du libéralisme, un courant d'idées et d'actions politiques capable de contribuer à la transformation radicale de cette société **vers une société moins individualiste et plus solidaire**.

Dans ce but un mouvement politique pluraliste, socialiste, féministe, écologiste et internationaliste est indispensable!

Cette plateforme a été adoptée lors de l'AG du 23 septembre 1996, les amendements proposés ont été mis en forme par la Coordination.
